



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 65.747/2
du 6 mai 2019

advies 65.747/2
van 6 mei 2019

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
l'arrêté du Gouvernement de la
Région de Bruxelles-Capitale
du 24 août 2017 portant le
statut administratif et
pécuniaire des agents du
personnel opérationnel du
SIAMU'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot wijziging van het
besluit van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering van
24 augustus 2017 houdende het
administratief statuut en de
bezoldigingsregeling van het
operationeel personeel van de
DBDMH'

Le 22 mars 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Économie et de l'Emploi à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 10 mai 2019 ^{*}, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 août 2017 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 6 mai 2019. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 mai 2019.

^{*} Par courriel du 26 mars 2019.

*

Op 22 maart 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Economie en Tewerkstelling verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 10 mei 2019 ^{*} een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 augustus 2017 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 6 mei 2019. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 mei 2019.

^{*} Bij e-mail van 26 maart 2019.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Conformément à l'article 2 de l'ordonnance du 4 octobre 2018 'tendant à l'introduction du test d'égalité des chances', le projet doit faire l'objet d'un test d'égalité des chances. Ce test inclut ceux imposés, d'une part, par l'article 3 de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension du genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' et, d'autre part, par l'article 4 de l'ordonnance du 8 décembre 2016 'portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Or, seul le « test genre » a été transmis au Conseil d'État.

Partant, l'auteur du projet veillera à l'accomplissement du test d'égalité des chances. Par ailleurs, le visa du préambule relatif au « gendertest » sera remplacé par un visa faisant état de l'accomplissement de ce test d'égalité des chances.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Les formalités préalables accomplies doivent être mentionnées dans l'ordre chronologique en commençant par la plus ancienne ¹.

Le préambule sera revu en ce sens.

2. L'alinéa relatif à l'avis de la section de législation du Conseil d'État figurera en tant que dernier visa du préambule.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 34.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

L'article 1^{er}, c), du projet remplace l'article 1^{er}, § 1^{er}, 18°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 août 2017 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU' (ci-après : le « statut SIAMU ») en définissant dorénavant le « règlement de travail ».

Interrogé sur l'adoption effective de ce règlement de travail, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Il existe actuellement un règlement d'ordre intérieur, dont la validité juridique est questionnable suite à une annulation partielle du Conseil d'État, et un règlement de travail en projet. Dans le cadre de la réforme de la sécurité civile, l'autorité fédérale a abrogé l'obligation pour les services d'incendie de se doter d'un règlement d'ordre intérieur. Pour cette raison, nous avons fait le choix de fusionner les deux documents et de garder uniquement le règlement de travail. Ce projet de règlement de travail est en cours d'adoption et devrait être adopté dans le même timing que l'arrêté ».

La définition du règlement de travail, envisagée à l'article 1^{er}, c), du projet, ainsi que toute référence à ce règlement au sein du statut SIAMU, n'ont de sens que si ce règlement de travail est effectivement adopté.

Sous cette réserve, l'auteur du projet veillera à remplacer dans l'ensemble du statut SIAMU les références au règlement d'ordre intérieur par des références au règlement de travail. Tel devra par exemple être le cas aux articles 107, 3°, et 371, alinéa 1^{er}, de cet arrêté, qui ne sont pourtant pas modifiés sur ce point par les articles 40 et 99 du projet.

Article 2

Outre la modification apportée à l'article 8, § 5, du statut SIAMU, le paragraphe 3 du même article devra également être modifié de manière à :

– d'une part, au titre d'« arrêté déterminant les délégations », viser l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 août 2017 'déterminant, au Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, les délégations de compétences et de signatures accordées au directeur général et au directeur général adjoint, les modalités d'exercice de l'avis du coordinateur administratif dans les matières relevant de sa compétence et portant dispositions diverses' ;

– d'autre part, viser non plus l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 mais celui du 21 mars 2018 'relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Article 4

Invité à justifier, notamment au regard du principe d'égalité, l'adoption du nouvel article 12, § 1^{er}, alinéa 2, du statut SIAMU, selon lequel le ministre fonctionnellement compétent peut demander de donner priorité aux agents du SIAMU qui souhaitent obtenir le certificat d'aptitude fédéral du cadre moyen ou supérieur, le délégué du Ministre a répondu comme suit :

« L'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, est l'équivalent de l'article 35, § 1/1, [de l'arrêté royal du 19 avril 2014 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours'] (qui s'applique via l'accord de coopération) qui permet aux zones de secours qui organisent les épreuves de 'donner priorité aux candidats aux emplois vacants de cette zone, ce à concurrence de maximum deux tiers du nombre d'inscriptions [...] ».

Au vu de cette explication, la disposition en projet peut être admise.

Article 5

1. Dans la version française de l'article 5, a), du projet, il y a lieu d'écrire « ou de capitaine ».
2. À l'article 5, c), du projet, les mots « la première phrase de » seront insérés avant les mots « l'alinéa 2 ».
3. L'article 13 du statut SIAMU comporte trois alinéas. Les modifications envisagées à l'article 5, b) et c), concernent l'alinéa 2 de cet article et celles envisagées à l'article 5, d) et e), du projet concernent en réalité l'alinéa 3 de cet article.

L'article 5 sera revu à la lumière de ce constat.

Article 9

À l'article 9, a), du projet, il y a lieu d'écrire « aux dispositions transitoires du livre V » et de préciser que c'est un point 7 qui est inséré à l'article 19, alinéa 2, du statut SIAMU, et non un 14°.

Article 14

Il y a lieu de compléter l'article 14 du projet par une référence aux articles 78 et 285, §§ 1^{er} et 2, du statut SIAMU.

Article 15

À l'article 30, alinéa 6, en projet du statut SIAMU, les mots « et décide » ne doivent pas être abrogés, comme le prévoit l'article 15, 3°, du projet.

Article 19

À l'article 47, § 2, en projet du statut SIAMU, il y a lieu, respectivement à l'alinéa 1^{er} et à l'alinéa 2, de remplacer les mots « lettre recommandée à la poste » et « lettre recommandée » par les mots « envoi recommandé ».

Article 21

L'article 21 prévoit qu'à l'article 55, § 2, du statut SIAMU, qui concerne la promotion au grade de capitaine, le mot « ouvre » est remplacé par le mot « peut ouvrir ».

Or, le grade de capitaine est un grade de recrutement selon l'article 11 du statut SIAMU. Interrogé sur le fait que le projet ne prévoit pas de modification de l'article 55, § 2, équivalente à celle prévue par l'article 22 de l'article 51, § 2, qui concerne la promotion au grade de sergent, qui est également un grade de recrutement, alors qu'il semble également devoir être prévu, pour les capitaines, que le conseil de direction peut soit proposer un recrutement, soit ouvrir la procédure de promotion au grade de capitaine aux agents qui répondent aux seules conditions de l'article 56, 5°, de l'arrêté royal du 19 avril 2014 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours' (ci-après : « le statut fédéral »), le délégué du Ministre a indiqué ce qui suit :

« Les grades de sergent et de capitaine sont tous deux des grades de recrutement. Toutefois, selon l'article 11, alinéa 2, du projet de modification de statut (prévu à l'article 3), le recrutement au grade de sergent ne peut avoir lieu qu'après une procédure de promotion interne dans les conditions de l'article 51, § 1^{er}. Le recrutement au grade de capitaine ne doit quant à lui pas être précédé d'une promotion interne. Cette différence s'explique parce qu'il est plus intéressant pour le SIAMU de recruter au grade de capitaine étant donné les conditions plus strictes – en particulier la nécessité d'avoir un diplôme de niveau A – tandis qu'il est plus intéressant d'avoir des agents promus au grade de sergent pour avoir des agents expérimentés à ce grade.

Cette différence explique que l'article 51, § 2, précise qu'à la suite d'une procédure de promotion interne au grade de sergent selon les conditions SIAMU, le conseil de direction peut proposer de procéder à un recrutement au grade de sergent. Cette précision ne tient pas pour l'article 55, § 2, puisqu'un recrutement au grade de capitaine est possible avant même une procédure de promotion interne ».

Ces éléments permettent de mieux cerner la différence entre les deux grades de recrutement que sont ceux de sergent et de capitaine, en ce qui concerne la promotion et le recrutement de ces derniers et figureront utilement dans le rapport au Gouvernement.

Article 25

À l'article 25, du projet, il y a lieu d'écrire « Dans l'article 55, § 1^{er}, alinéa 2, 1° ».

L'oubli de la mention du « § 1^{er} » est également constaté aux articles 26 et 27 du projet.

Article 28

L'article 306, § 2, du statut fédéral dispose que

« [l]es matières des articles 5, 87, 88 et 308 du présent statut ainsi que celles des livres 4 et 5, titre 1^{er}, font l'objet d'un accord de coopération entre l'État fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale ».

Le livre 5, titre 1^{er}, du statut fédéral est relatif à la promotion par avancement de grade. Conformément à l'article 306, § 2, précité, il est réglé par le chapitre V de l'accord de coopération du 27 mars 2017 'exécutant l'article 306, § 2, de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours', dont l'article 14, § 2, dispose ce qui suit :

« L'épreuve de promotion prévue à l'article 57, § 1, est organisée par le centre de formation bruxellois pour la sécurité civile. Elle comprend des tests d'aptitudes dont une épreuve pratique. Le ministre bruxellois détermine les modalités et le contenu de cette épreuve de promotion aussi longtemps que le ministre de l'Intérieur n'a pas fixé lui-même le contenu des épreuves de promotion du statut fédéral ».

L'article 57, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du statut fédéral, dont il est question à l'article 14, § 2, de l'accord de coopération précité, est ainsi rédigé :

« L'examen de promotion est organisé par un centre de formation pour la sécurité civile. Elle comprend des tests d'aptitude parmi lesquels une épreuve pratique. Le Ministre peut déterminer le contenu et les modalités de ces épreuves de promotion. L'examen de promotion pour le grade de sergent comporte au minimum le test de compétences pour le cadre moyen, comme prévu à l'article 35, § 3, 1^o. L'examen de promotion pour le grade de capitaine comporte au minimum le test de compétences pour le cadre supérieur, comme prévu à l'article 35, § 3, 1^o. En cas de promotion de lieutenant à major, avant l'examen de promotion pour le grade de major le candidat passe le test de compétences pour le cadre supérieur, comme prévu à l'article 35, § 3, 1^o ».

Dans son avis du 6 février 2019, le Ministre de l'Intérieur considère que ni l'article 14, § 2, de l'accord de coopération ni l'article 57, § 1^{er}, du statut fédéral ne donnent compétence au ministre fonctionnellement compétent de la Région de Bruxelles-Capitale pour compléter le contenu des épreuves de promotion déjà fixé par le ministre de l'Intérieur. À l'inverse, dans le rapport au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'adoption de l'article 28, 2^o, du projet, qui modifie l'article 58, alinéa 1^{er}, du statut SIAMU de manière à donner compétence au ministre fonctionnellement compétent pour compléter le contenu minimum de l'examen de promotion déterminé par le Ministre de l'Intérieur, est justifiée de la manière suivante :

« L'article 14, § 2, de l'accord de coopération, reproduit à l'article 58, prévoit que le Ministre fonctionnellement compétent peut déterminer le contenu et les modalités des épreuves de promotion aussi longtemps que le ministre de l'Intérieur n'a pas fixé lui-même le contenu de ces épreuves. L'article 58 est toutefois complété pour prévoir

l'hypothèse où le statut fédéral ou le Ministre de l'Intérieur fixe le contenu minimum de ces épreuves. Dans ce cas-là, le Ministre fonctionnellement compétent doit intégrer ce contenu minimum mais peut le compléter ».

L'habilitation conférée au ministre fédéral de l'Intérieur par l'article 57, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, troisième phrase, du statut fédéral ne porte pas sur la fixation d'un « contenu minimum » de l'examen de promotion.

Compte tenu également du texte actuel de l'article 58, alinéa 1^{er}, troisième phrase, du statut SIAMU, qui reproduit de manière correcte la règle énoncée à l'article 14, § 2, troisième phrase, de l'accord de coopération du 27 mars 2017, l'article 28, 2°, doit en conséquence être omis.

2. Il apparaît que c'est à l'article 58, alinéa 6, du statut SIAMU que doit être effectuée la modification prévue par l'article 28, 5°, du projet et que c'est l'article 58, alinéa 7, du même statut qui doit être remplacé par ce que prévoit l'article 28, 6°, du projet.

Article 32

Il y a lieu d'écrire « le premier mot 'nomination' est remplacé [...] ».

Article 59

À l'article 59, 1°, du projet, les mots « et les mots 'alinéa 2 et 3' sont remplacés par les mots 'alinéas 2 et 4' » seront omis dès lors que l'article 13 du statut SIAMU, tel que modifié par l'article 5 du projet, comporte toujours trois alinéas².

Article 60

De l'accord du délégué du Ministre, à l'article 60, f), du projet, les mots « non radiée » seront ajoutés après les mots « sanction disciplinaire ».

Article 71

À l'article 71 du projet, il y a lieu d'écrire « Dans l'article 268, alinéa 3, ».

Article 82

Dès lors que l'intervention du ministre de l'Intérieur quant à la détermination des modalités des tests physiques n'est pas érigée en principe général applicable au SIAMU en vertu

² Voir, plus haut, l'observation n° 3 formulée sous l'article 5 du projet.

de l'article 306, § 1^{er}, du statut fédéral, il n'est pas pertinent pour le statut SIAMU de se référer à pareille intervention qui serait revêtue d'un caractère obligatoire.

L'habilitation faite au règlement de travail du SIAMU ne doit pas être conditionnée à une absence d'intervention du Ministre de l'Intérieur.

L'article 304, § 2, en projet sera revu en conséquence.

Article 90

Dans l'article 349, alinéa 1^{er}, en projet, il convient d'écrire « sont rémunérés à 1/1850^e de la rémunération globale annuelle ».

Article 96

Le montant précis de l'indemnité pour l'agent opérationnel qui exerce la fonction de plongeur n'est pas fixé à l'article 96, 1^o, du projet.

Le délégué du Ministre a indiqué que ce montant doit être encore déterminé, raison pour laquelle il n'est pas précisé mais qu'il figurera bien dans l'arrêté du Gouvernement ³.

L'article 96, 1^o, sera dès lors complété sur ce point.

Article 100

À l'article 371/1, § 2, du statut SIAMU, inséré par l'article 100 du projet, les mots « qu'il aurait perçu » seront remplacés par les mots « que l'agent aurait perçu ».

Article 101

Dès lors que l'article 373/1, § 3, alinéa 1^{er}, en projet se borne à reproduire l'article 7 de la loi du 19 avril 2014 'fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail des membres professionnels opérationnels des zones de secours et du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région Bruxelles-Capitale', il n'est pas admissible, cette disposition législative s'appliquant de plein droit et la Région de Bruxelles-Capitale ne disposant pas en tout état de cause de compétence en la matière.

³ Le délégué ajoute qu'« il faut déduire le montant octroyé actuellement aux agents pour qu'ils effectuent des plongées dans leur club du montant total de l'indemnité dès lors que les plongées se feront dorénavant durant le temps de travail ».

Article 103

À l'article 103, 3°, du projet, il y a lieu d'écrire « les autorités visées aux paragraphes 2 et 3 ».

Articles 123 et 124

Le dispositif des articles 123 et 124 sera interverti.

Article 125

Dès lors que l'article 429/1 en projet du statut SIAMU, inséré par l'article 125 du projet, concerne notamment la sélection de mandataires, il a été demandé au délégué du Ministre si cette disposition en projet ne devrait pas plutôt être insérée dans le chapitre III (« Disposition transitoire relative au mandat ») (l'intitulé devant de ce fait être mis au pluriel) du titre II du livre V. Le délégué a répondu comme suit :

« Il ne me semble pas nécessaire de déplacer la disposition dans les dispositions transitoire sur le mandat. En effet, il s'agit d'une disposition sur toutes les procédures de recrutement et de promotion. Si on considère que la désignation dans une fonction de mandataire n'entre pas à proprement parlé dans la carrière hiérarchique, je ferais une disposition distincte, en plus de l'article 429/1, dans le chapitre sur le mandat spécifiquement pour les désignations en cours de mandataires.

‘Article 443/1 : Les procédures de sélection des mandataires pour lesquelles le ou les emplois ont été déclarés vacants avant le [date d'entrée en vigueur] sont poursuivies sur la base des dispositions qui leur étaient applicables avant cette date’ ».

Il convient de suivre la suggestion du délégué et d'insérer, au sein du chapitre relatif au mandat, une disposition transitoire relative à la sélection des mandataires.

Article 126

Selon le rapport au Gouvernement, l'article 431/1 en projet se fonde sur une position de principe de l'auteur du projet en vertu de laquelle, depuis le 1^{er} juillet 2002, date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 2002 ‘portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU’, il n'est pas admissible de cumuler l'allocation de bilinguisme et l'allocation de danger, sauf si les conditions d'octroi de la première sont réunies.

Dans cette logique, la disposition en projet est inutile.

Si la portée du texte en projet consiste à modifier avec effet rétroactif le régime applicable à cette situation de cumul, il ne peut être lu que comme ayant une portée réellement rétroactive, ce qui n'est pas admissible.

L'article 126 sera omis.

Article 131

Le délégué justifie comme suit l'effet rétroactif prévu à l'article 131, alinéa 2, du projet, visant les nouvelles annexes I et II :

« L'accord sectoriel conclut entre les autorités du Gouvernement et les organisations syndicales prévoit un allongement des carrières barémiques à 45 ans avec une entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2018 pour toutes les administrations bruxelloises ».

La justification paraît admissible.

OBSERVATIONS FINALES

L'ensemble du projet sera revu au regard des principes de techniques législative ⁴.

Ainsi, par exemple :

– les subdivisions d'articles concernés par les modifications envisagées seront correctement identifiées ⁵ ;

– la référence à un « alinéa 1^{er} » dans un article ne comportant qu'un seul alinéa sera évitée ⁶ ;

– le *littera* b) de l'article 9 ne doit pas « compléter » la version néerlandaise de l'article 19 du statut SIAMU par un alinéa 3 nouveau mais déplacer l'actuel alinéa 3, 12°, alinéa 2, de cette version, en un alinéa 4 nouveau de cet article 19 ;

– la rédaction de l'article 371/1, § 3, troisième tiret, en projet à l'article 100, sera améliorée ;

– à l'article 438, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, en projet à l'article 127, on écrira respectivement « 367, § 3, » et « 367, § 2, » plutôt que « 367§3 » et « 367§2 ».

*

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative ».

⁵ Voir par exemple les articles 2/1 (à renuméroter par ailleurs en un article 3), 5, 25 à 28 du projet.

⁶ Voir par exemple les articles 40 et 69 du projet.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Overeenkomstig artikel 2 van de ordonnantie van 4 oktober 2018 ‘tot invoering van de gelijkheidsentest’ moet het ontwerp aan een gelijkheidsentest worden onderworpen. Die test omvat de tests die worden voorgeschreven, enerzijds, bij artikel 3 van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ en, anderzijds, bij artikel 4 van de ordonnantie van 8 december 2016 ‘betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

Enkel de “gendertest” is evenwel overgezonden aan de Raad van State.

De steller van het ontwerp moet er bijgevolg voor zorgen dat de gelijkheidsentest wordt uitgevoerd. De aanhefverwijzing betreffende de “gendertest” dient overigens vervangen te worden door een verwijzing naar de uitvoering van die gelijkheidsentest.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. De vervulde voorafgaande vormvereisten dienen in chronologische volgorde vermeld te worden, te beginnen met het oudste.¹

De aanhef moet in die zin herzien worden.

2. Het lid betreffende het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State moet als laatste aanhefverwijzing opgenomen worden.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Artikel 1, c), van het ontwerp vervangt artikel 1, § 1, 18°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 augustus 2017 ‘houdende het administratief statuut en

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 34.

de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp' (hierna: het "DBDMH-statuuat"), en bevat voortaan de definitie van het "arbeidsreglement".

Op een vraag met betrekking tot de daadwerkelijke vaststelling van dat arbeidsreglement heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

"Il existe actuellement un règlement d'ordre intérieur, dont la validité juridique est questionable suite à une annulation partielle du Conseil d'État, et un règlement de travail en projet. Dans le cadre de la réforme de la sécurité civile, l'autorité fédérale a abrogé l'obligation pour les services d'incendie de se doter d'un règlement d'ordre intérieur. Pour cette raison, nous avons fait le choix de fusionner les deux documents et de garder uniquement le règlement de travail. Ce projet de règlement de travail est en cours d'adoption et devrait être adopté dans le même timing que l'arrêt".

De definitie van het arbeidsreglement, ontworpen in artikel 1, c), van het ontwerp, alsook elke verwijzing naar dat reglement in het DBDMH-statuuat hebben enkel zin indien dat arbeidsreglement ook daadwerkelijk vastgesteld wordt.

Onder dat voorbehoud moet de steller van het ontwerp erop toezien dat de verwijzingen naar het "huishoudelijk reglement" in het volledige DBDMH-statuuat vervangen worden door verwijzingen naar het arbeidsreglement. Dat moet bijvoorbeeld gebeuren in de artikelen 107, 3°, en 371, eerste lid, van dat besluit, die evenwel op dat punt niet gewijzigd worden bij de artikelen 40 en 99 van het ontwerp.

Artikel 2

Naast de wijziging van artikel 8, § 5, van het DBDMH-statuuat dient ook paragraaf 3 van datzelfde artikel aldus gewijzigd te worden dat :

– enerzijds, daar waar er sprake is van "besluit tot vaststelling van de delegaties", verwezen wordt naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 augustus 2017 'houdende, voor de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Medische Hulp, delegatie van bevoegdheden en ondertekeningsvolmachten aan de directeur-generaal en aan de adjunct-directeur-generaal, de modaliteiten van het advies van de administratieve coördinator in de materies die onder zijn bevoegdheid vallen en houdende diverse bepalingen';

– anderzijds niet meer verwezen wordt naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014, maar naar dat van 21 maart 2018 'betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

Artikel 4

Gevraagd om, met name in het licht van het gelijkheidsbeginsel, de vaststelling te rechtvaardigen van het nieuwe artikel 12, § 1, tweede lid, van het DBDMH-statuuat, volgens welk de functioneel bevoegde minister kan vragen voorrang te verlenen aan de ambtenaren van de

DBDMH die het federaal geschiktheidsattest van het middenkader of het hoger kader willen behalen, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“L'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, est l'équivalent de l'article 35, § 1/1, [de l'arrêté royal du 19 avril 2014 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours'] (qui s'applique via l'accord de coopération) qui permet aux zones de secours qui organisent les épreuves de 'donner priorité aux candidats aux emplois vacants de cette zone, ce à concurrence de maximum deux tiers du nombre d'inscriptions (...)’ ”.

Gezien die uitleg is de ontworpen bepaling aanvaardbaar.

Artikel 5

1. In de Franse tekst van artikel 5, a), van het ontwerp schrijve men “ou de capitaine”.
2. In artikel 5, c), van het ontwerp moeten de woorden “de eerste zin van” ingevoegd worden vóór de woorden “het tweede lid”.
3. Artikel 13 van het DBDMH-statuut bevat drie leden. De wijzigingen voorgesteld in artikel 5, b) en c), betreffen het tweede lid van dat artikel en de wijzigingen voorgesteld in artikel 5, d) en e), van het ontwerp betreffen in feite het derde lid van dat artikel.

Artikel 5 moet in het licht van die vaststelling worden herzien.

Artikel 9

In artikel 9, a), van het ontwerp, dient “de overgangsbepalingen van boek V” geschreven te worden en bepaald te worden dat in artikel 19, tweede lid, van het DBDMH-statuut een punt 7 wordt ingevoegd en niet een punt 14°.

Artikel 14

Artikel 14 van het ontwerp moet worden aangevuld met een verwijzing naar de artikelen 78 en 285, §§ 1 en 2, van het DBDMH-statuut.

Artikel 15

In het ontworpen artikel 30, zesde lid, van het DBDMH-statuut moeten de woorden “en beslist” niet worden geschrapt zoals bepaald wordt in artikel 15, 3°, van het ontwerp.

Artikel 19

In het ontworpen artikel 47, § 2, van het DBDMH-statuuut dienen de woorden “ter post aangetekende brief” en “aangetekend schrijven”, respectievelijk in het eerste lid en het tweede lid, vervangen te worden door de woorden “aangetekende zending”.

Artikel 21

Artikel 21 bepaalt dat in artikel 55, § 2, van het DBDMH-statuuut, dat betrekking heeft op de bevordering tot de graad van kapitein, de woorden “stelt (...) open” vervangen worden door de woorden “kan (...) openstellen”.

Luidens artikel 11 van het DBDMH-statuuut is de graad van kapitein evenwel een wervingsgraad. Op een vraag in verband met het feit dat het ontwerp niet voorziet in eenzelfde wijziging van artikel 55, § 2, als die welke bij artikel 22 aangebracht wordt in artikel 51, § 2, dat de bevordering betreft tot de graad van sergeant, eveneens een wervingsgraad, terwijl er voor de kapiteins eveneens in voorzien lijkt te moeten worden dat de directieraad ofwel een rekrutering kan voorstellen ofwel de procedure voor de bevordering tot de graad van kapitein kan openstellen voor de ambtenaren die beantwoorden aan louter de voorwaarden van artikel 56, 5°, van het koninklijk besluit van 19 april 2014 ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones’ (hierna: “het federaal statuut”), heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

“Les grades de sergent et de capitaine sont tous deux des grades de recrutement. Toutefois, selon l’article 11, alinéa 2, du projet de modification de statut (prévu à l’article 3), le recrutement au grade de sergent ne peut avoir lieu qu’après une procédure de promotion interne dans les conditions de l’article 51, § 1. Le recrutement au grade de capitaine ne doit quant à lui pas être précédé d’une promotion interne. Cette différence s’explique parce qu’il est plus intéressant pour le DBDMH de recruter au grade de capitaine étant donné les conditions plus strictes – en particulier la nécessité d’avoir un diplôme de niveau A – tandis qu’il est plus intéressant d’avoir des agents promus au grade de sergent pour avoir des agents expérimentés à ce grade.

Cette différence explique que l’article 51, § 2, précise qu’à la suite d’une procédure de promotion interne au grade de sergent selon les conditions DBDMH, le conseil de direction peut proposer de procéder à un recrutement au grade de sergent. Cette précision ne tient pas pour l’article 55, § 2, puisqu’un recrutement au grade de capitaine est possible avant même une procédure de promotion interne.”

Die elementen werpen een duidelijker licht op het verschil tussen de wervingsgraad van sergeant en die van kapitein wat betreft hun bevordering of rekrutering. Het is dan ook nuttig ze op te nemen in het verslag aan de regering.

Artikel 25

In artikel 25 van het ontwerp schrijve men “In artikel 55, § 1, tweede lid, 1°”.

Ook in de artikelen 26 en 27 van het ontwerp blijkt de vermelding “§ 1” vergeten te zijn.

Artikel 28

Artikel 306, § 2, van het federaal statuut bepaalt:

“De inhoud van de artikelen 5, 87, 88 en 308 van dit statuut, evenals deze van de boeken 4 en 5, titel 1, maken het voorwerp uit van een samenwerkingsakkoord tussen de federale staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.”

Boek 5, titel 1, van het federaal statuut heeft betrekking op de bevordering door verhoging in graad. Overeenkomstig het voornoemde artikel 306, § 2, wordt die geregeld door hoofdstuk V van het samenwerkingsakkoord van 27 maart 2017 ‘tot uitvoering van artikel 306, § 2, van het koninklijk besluit van 19 april 2014 betreffende het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones’, waarvan artikel 14, § 2, bepaalt:

“De bevorderingsproef voorzien in artikel 57, § 1, wordt georganiseerd door het Brussels Opleidingscentrum voor civiele veiligheid. Ze omvat geschiktheidsproeven, waaronder een praktische proef. De Brusselse minister bepaalt de modaliteiten en de inhoud van deze bevorderingsproef zolang de minister van Binnenlandse Zaken de inhoud van de bevorderingsproeven van het federaal statuut zelf niet heeft vastgelegd”.

Artikel 57, § 1, eerste lid, van het federaal statuut, waarvan sprake is in artikel 14, § 2, van het voornoemde samenwerkingsakkoord, luidt:

“Het bevorderingsexamen wordt georganiseerd door een opleidingscentrum voor civiele veiligheid. Zij omvat geschiktheidstesten waaronder één praktische proef. De Minister kan de inhoud en de modaliteiten van deze bevorderingsproeven bepalen. Het bevorderingsexamen voor de graad van sergeant bevat minstens de competentietest voor het middenkader zoals bedoeld in artikel 35, § 3, 1°. Het bevorderingsexamen voor de graad van kapitein bevat minstens de competentietest voor het hoger kader zoals bedoeld in artikel 35, § 3, 1°. In geval van bevordering van luitenant tot majoor legt de kandidaat voorafgaand aan het bevorderingsexamen voor de graad van majoor de competentietest af voor het hoger kader zoals bedoeld in artikel 35, § 3, 1°.”

De minister van Binnenlandse Zaken heeft in zijn advies van 6 februari 2019 geoordeeld dat noch artikel 14, § 2, van het samenwerkingsakkoord, noch artikel 57, § 1, van het federaal statuut aan de functioneel bevoegde minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de bevoegdheid verlenen om de reeds door de minister van Binnenlandse Zaken vastgestelde inhoud van de bevorderingsproeven aan te vullen. Omgekeerd wordt dat in het verslag aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de vaststelling van artikel 28, 2°, van het ontwerp, waarbij artikel 58, eerste lid, van het DBDMH-statuuut zo gewijzigd wordt dat het de functioneel bevoegde minister de bevoegdheid verleent wordt om de door de minister van Binnenlandse Zaken vastgestelde minimale inhoud van het bevorderingsexamen aan te vullen, gerechtvaardigd in de volgende bewoordingen:

“Artikel 14§2 van het samenwerkingsakkoord, weergegeven in artikel 58, voorziet dat de functioneel bevoegde Minister de inhoud en de modaliteiten van de bevorderingsproeven kan bepalen zolang de minister van Binnenlandse Zaken zelf de inhoud van deze proeven niet heeft vastgelegd. Artikel 58 wordt echter aangevuld om te voorzien in het geval waarbij het federaal statuut of de Minister van Binnenlandse Zaken de minimale inhoud van deze proeven vastlegt. In dat geval moet de functioneel bevoegde Minister dit (lees: deze) minimale inhoud integreren maar kan [hij] deze aanvullen.”

De machtiging die bij artikel 57, § 1, eerste lid, derde zin, van het federaal statuut aan de federale minister van Binnenlandse Zaken verleend wordt, heeft geen betrekking op de vaststelling van een “minimale inhoud” van het bevorderingsexamen.

Ook rekening houdend met de huidige tekst van artikel 58, eerste lid, derde zin, van het DBDMH-statuuut, die op correcte wijze de regel weergeeft die vervat is in artikel 14, § 2, derde zin, van het samenwerkingsakkoord van 27 maart 2017, moet artikel 28, 2°, bijgevolg weggelaten worden.

2. Het lijkt erop dat de wijziging bepaald in artikel 28, 5°, van het ontwerp, aangebracht moet worden in artikel 58, zesde lid, van het DBDMH-statuuut en dat het artikel 58, zevende lid, van hetzelfde statuut is dat vervangen moet worden door het bepaalde van artikel 28, 6°, van het ontwerp.

Artikel 32

Men schrijve “wordt de eerste vermelding van het woord ‘benoeming’ vervangen door (...)”.

Artikel 59

In artikel 59, 1°, van het ontwerp moeten de woorden “en worden de [woorden] ‘tweede en derde lid’ vervangen door de woorden ‘tweede en vierde lid’” weggelaten worden aangezien artikel 13 van het DBDMH-statuuut, zoals dat wordt gewijzigd bij artikel 5 van het ontwerp, nog altijd drie leden telt.²

Artikel 60

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in de Franse tekst van artikel 60, f), van het ontwerp de woorden “non radiée” toegevoegd moeten worden na de woorden “sanction disciplinaire”.

Artikel 71

In artikel 71 van het ontwerp schrijve men “In artikel 268, derde lid,”.

Artikel 82

Aangezien het feit dat de minister van Binnenlandse Zaken zich inlaat met de vaststelling van de nadere regels voor de fysieke testen geen algemeen principe is dat krachtens artikel 306, § 1, van het federaal statuut toepasselijk is op de DBDMH, is het voor het DBDMH-statuuut niet relevant te verwijzen naar een verplicht optreden van die minister in die zin.

² Zie hierboven opmerking 3 over artikel 5 van het ontwerp.

De machtiging die aan het arbeidsreglement van de DBDMH verleend wordt, mag niet afhankelijk gesteld worden van het feit dat de minister van Binnenlandse Zaken ter zake geen actie onderneemt.

Het ontworpen artikel 304, § 2, moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 90

In het ontworpen artikel 349, eerste lid, schrijve men “worden bezoldigd aan 1/1850e van de totale jaarlijkse bezoldiging”.

Artikel 96

Het exacte bedrag van de vergoeding voor het operationeel personeelslid dat de functie van duiker uitoefent, wordt niet vastgesteld in artikel 96, 1°, van het ontwerp.

De gemachtigde van de Minister heeft aangegeven dat dit bedrag nog bepaald moet worden – om die reden wordt het niet opgegeven – maar dat het wel in het besluit van de Regering opgenomen zal worden.³

Artikel 96, 1°, moet bijgevolg aangevuld worden op dat punt.

Artikel 100

In artikel 371/1, § 2, van het DBDMH-statuuut, ingevoegd bij artikel 100 van het ontwerp, moeten de woorden “die hij ontvangen zou hebben” vervangen worden door de woorden “die de ambtenaar ontvangen zou hebben”.

Artikel 101

Aangezien het ontworpen artikel 373/1, § 3, eerste lid, louter een herhaling is van artikel 7 van de wet van 19 april 2014 ‘tot vaststelling van bepaalde aspecten van de arbeidstijd van de operationele beroepsleden van de hulpverleningszones en van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp en tot wijziging van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid’, is het niet aanvaardbaar, daar die laatstgenoemde wetbepaling van rechtswege toepasselijk is en daar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in ieder geval niet bevoegd is ter zake.

³ De gemachtigde voegt daaraan toe: “Il faut déduire le montant octroyé actuellement aux agents pour qu'ils effectuent des plongées dans leur club du montant total de l'indemnité dès lors que les plongées se feront dorénavant durant le temps de travail”.

Artikel 103

In artikel 103, 3°, van het ontwerp schrijve men “de overheden bedoeld in de paragrafen 2 en 3”.

Artikelen 123 en 124

Het dispositief van artikel 123 en dat van artikel 124 moeten van plaats verwisselen.

Artikel 125

Aangezien het ontworpen artikel 429/1 van het DBDMH-statuuut, ingevoegd bij artikel 125 van het ontwerp, inzonderheid de selectie van de mandaathouders betreft, is aan de gemachtigde van de minister gevraagd of die ontworpen bepaling niet eerder ingevoegd zou moeten worden in hoofdstuk III (“Overgangsbepaling betreffende het mandaat”) (waardoor het opschrift in het meervoud gezet zou moeten worden) van titel II van boek V. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

“Il ne me semble pas nécessaire de déplacer la disposition dans les dispositions transitoire sur le mandat. En effet, il s’agit d’une disposition sur toutes les procédures de recrutement et de promotion. Si on considère que la désignation dans une fonction de mandataire n’entre pas à proprement parlé dans la carrière hiérarchique, je ferais une disposition distincte, en plus de l’article 429/1, dans le chapitre sur le mandat spécifiquement pour les désignations en cours de mandataires.

‘L’article 443/1 : Les procédures de sélection des mandataires pour lesquelles le ou les emplois ont été déclarés vacants avant le [date d’entrée en vigueur] sont poursuivies sur la base des dispositions qui leur étaient applicables avant cette date’.”

Het verdient aanbeveling het voorstel van de gemachtigde te volgen en in het hoofdstuk betreffende het mandaat een overgangsbepaling in te voegen met betrekking tot de selectie van de mandaathouders.

Artikel 126

Luidens het verslag aan de regering is het ontworpen artikel 431/1 gebaseerd op een principieel standpunt van de steller van het ontwerp krachtens welk, sinds 1 juli 2002, namelijk de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 juni 2002 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’, het niet aanvaardbaar is om de tweetaligheidstoelage te cumuleren met de gevarentoelage, behalve als de toekenningsvoorwaarden van de eerste vervuld zijn.

Volgens die logica is de ontworpen bepaling nutteloos.

Als de ontworpen tekst ertoe strekt met terugwerking het stelsel te wijzigen dat toepasselijk is op die cumulsituatie, kan hij alleen zo worden gelezen dat hij daadwerkelijk terugwerkende kracht heeft, wat niet aanvaardbaar is.

Artikel 126 moet weggelaten worden.

Artikel 131

De gemachtigde rechtvaardigt de terugwerkende kracht bepaald in artikel 131, tweede lid, van het ontwerp, dat op de nieuwe bijlagen I en II betrekking heeft als volgt:

“L'accord sectoriel conclut entre les autorités du Gouvernement et les organisations syndicales prévoit un allongement des carrières barémiques à 45 ans avec une entrée en vigueur le 1 septembre 2018 pour toutes les administrations bruxelloises.”

Die rechtvaardiging lijkt aanvaardbaar.

SLOTOPMERKINGEN

Heel het ontwerp moet herzien worden in het licht van de beginselen van de wetgevingstechniek.⁴

Bij wijze van voorbeeld:

– er moet op correcte wijze verwezen worden naar de onderverdelingen van artikelen waarvan de wijziging beoogd wordt;⁵

– er moet vermeden worden te verwijzen naar een “eerste lid” van een artikel dat maar één lid telt;⁶

– bij punt b) van artikel 9 moet de Nederlandse tekst van artikel 19 van het DBDMH-statuuut niet “aangevuld” worden met een nieuw derde lid maar moet het huidige derde lid, 12°, tweede alinea, van die tekst verplaatst worden naar een nieuw vierde lid van dat artikel 19;

– in artikel 100 moet de redactie van het ontworpen artikel 371/1, § 3, derde streepje, verbeterd worden;

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”.

⁵ Zie bijvoorbeeld de artikelen 2/1 (dat overigens vernummerd moet worden in artikel 3), 5, 25 tot 28 van het ontwerp.

⁶ Zie bijvoorbeeld de artikelen 40 en 69 van het ontwerp.

– in artikel 127 schrijve men, in het ontworpen artikel 438, § 1, tweede lid, en § 2, respectievelijk “367, § 3,” en “367, § 2,” in plaats van “367§3” en “367§2”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT